



European Federation of Public Service Unions (EPSU)

Communication à la presse – 22 juin 2011

Les Maires de Bruxelles et Nantes demandent la Taxe sur les Transactions Financières (TTF)

En ce 22 juin 2011, journée internationale pour la taxe sur les transactions financières, les maires de Bruxelles et de Nantes, Freddy Thielemans et Jean-Marc Ayrault, réaffirment leur demande pour une telle taxe, et ceci initialement dans l'Union Européenne. Dans un entretien de haut niveau avec la Secrétaire Générale de la Fédération Syndicale Européenne des Services Publics (FSESP), Carola Fischbach-Pyttel, ils se félicitent du vote favorable du Parlement Européen pour l'introduction de la TTF au niveau de l'Union Européenne qui constituerait une ressource importante pour le financement des services publics locaux

« Aujourd'hui, la crise économique, écologique et sociale touche fortement nos villes et leurs habitants. Ce sont les villes européennes, qui se retrouvent en première ligne pour répondre aux besoins de nos citoyens. La cohésion sociale et territoriale est un objectif clé du Traité de l'Union Européenne. Si nous prenons cet objectif sérieusement, il faut doter les villes de moyens financiers adéquats. » souligne **Jean-Marc Ayrault**.

Selon **Freddy Thielemans** l'introduction d'une TTF européenne serait une mesure réaliste. *« C'est aussi un choix politique pour une société plus juste. La TTF peut générer des recettes d'au moins 200 milliards d'euros par an. Elle pourrait donc contribuer de manière substantielle à résorber les déficits publics et en même temps favoriser la solidarité en Europe. La TTF doit être mise en place au niveau mondial, mais c'est à l'Europe de faire le premier pas ».*

Les villes et les autorités locales d'Europe représentent plus de 75 % de la population de l'Union Européenne. Elles gèrent les trois quart des investissements publics et emploient plus de 64 millions de salariés. Les villes européennes jouent un rôle primordial pour assurer la qualité de vie aux habitants de leur territoire en prestant des services publics. Ces services touchent à tous les aspects de la vie quotidienne; services à la personne, transport, santé, enseignement, petite enfance, énergie, distribution de et assainissement de l'eau, espaces verts et voirie, sports, culture. **Carola Fischbach-Pyttel** critique la politique de libéralisation à tout prix, menée par la Commission Européenne qui refuse de reconnaître le rôle des services publics pour la cohésion sociale: *« Ces dernières années les villes ont vu un transfert accru de compétences sans pour autant bénéficier d'un transfert financier adéquat. Les villes ont besoin de nouvelles voies de financement pour garantir l'offre de services publics de qualité, la TTF en est une! ».*



European Federation of Public Service Unions (EPSU)

Les maires et la syndicaliste européenne s'engagent à initier une campagne auprès des villes européennes en faveur d'une taxe sur les transactions financières comme un moyen de mieux équilibrer les finances publiques locales. Selon eux, les instances européennes, notamment la Commission européenne, doivent urgemment assumer leur responsabilité émanant des nouvelles bases juridiques du Traité de l'UE (article 14 du TFUE et Protocole sur les SIG) et définir le rôle positif des services publics pour l'Europe dans un cadre législatif.

Bruxelles, Freddy Thielemans

Nantes, Jean-Marc Ayrault

EPSU, Carola Fischbach-Pyttel

Pour plus d'informations: Pablo Sanchez, psanchez@epsu.org, 00 32 474 62 66 33

*La FSESP est la **Fédération syndicale européenne des Services publics**, la plus grande des fédérations membres de la CES. 8 millions de travailleurs du service public de plus de 275 organisations syndicales en sont membres. Elle représente les travailleurs des secteurs de l'énergie, de l'eau et des déchets, des services sociaux et de santé et de l'administration locale et régionale dans tous les pays d'Europe, y compris ceux de la frange orientale de l'Union européenne. La FSESP est l'organisation régionale reconnue de l'Internationale des services publics (ISP). Pour plus d'informations sur la FSESP et son action, veuillez visiter le site <http://www.epsu.org>*